

7 étincelles pour éclairer une nouvelle économie

**Des idées transformatrices pour une
économie régénérative respectant les
limites planétaires**

Janvier 2022



Sommaire

● Introduction	01
● Idée 1: Une économie respectant les limites planétaires	04
● Idée 2: Une économie réellement démocratique et participative	05
● Idée 3: Un avenir public	07
● Idée 4: Repenser le travail	09
● Idée 5: Le rôle des entreprises	11
● Idée 6: Le commerce, la solidarité et les relations internationales	12
● Idée 7: Les valeurs portées par la nouvelle économie et la société	14
● List of member groups and funder and other acknowledgements	14

Introduction

L'économie est une création humaine et nous pouvons la transformer! Avec notre réseau européen présent dans 32 pays, les Amis de la Terre Europe a développé **7 idées transformatrices pour une nouvelle économie européenne**. C'est un aperçu de nos visions et priorités principales. Nous espérons qu'elles vous inspireront, pour passer à l'action et complètement transformer le modèle économique dominant basé sur la croissance, le capitalisme et le néolibéralisme, détruisant notre planète et ses populations – et défaire les structures qui l'entretiennent et l'accélèrent. Nous voulons pousser les gouvernements et les populations à agir, pour repenser une économie visant le bien-être de tou·tes et préservant notre planète. Chaque idée n'est pas transformatrice en soi – elles sont interdépendantes. La transformation de notre système économique dépend de la mise en œuvre conjointe de ces propositions, et d'autres.

Notre vision consiste en une nouvelle économie pour l'Europe et s'ancre dans une perspective européenne. Bien que de nombreuses propositions puissent être appliquées au niveau mondial, nous souhaitons intégrer une perspective du Sud sur l'équité à l'avenir, en apprenant de nos alliés au Sud.

Qu'est-ce que 'l'économie'? Sous sa forme la plus basique, « l'économie » désigne les activités de production et de consommation transformant les ressources naturelles en biens et en services. Il peut s'agir de l'eau du robinet, de l'électricité, des routes, de l'assurance chômage, d'une coupe de cheveux ou de l'alimentation.

La perspective néfaste selon laquelle l'économie est séparée de la nature: La fonction de base de l'économie telle que décrite ci-dessus ne pose pas problème en soi, mais ce qu'elle est devenue en pratique, en politique et culturellement est problématique, détruisant l'environnement et le tissu social. L'économie est perçue comme étant distincte de la société et de la nature, bien que l'économie s'ancre dans la nature et dépend ainsi de notre planète pour s'approvisionner en ressources et pour absorber la pollution, et dépend des humain·es – pour leur bénéfice ou à leurs dépens.

La montée du néolibéralisme: Le néolibéralisme a commencé à prendre son essor à la fin des années 1940, mis en avant par des hommes européens blancs capitalistes et libéraux, des économistes et intellectuels partageant la croyance que les tendances collectivistes menaçaient les libertés individuelles. Ils ont promu leur idées, et à partir des années 1970 des organisations internationales et des gouvernements ont commencé à prendre un tournant néolibéral. Aujourd'hui, l'idéologie et la pratique économique dominante, au niveau européen et mondial, est l'économie de marché néolibérale.

Le néolibéralisme – une idéologie profondément capitaliste: Le néolibéralisme implique des systèmes politiques, économiques et sociaux mettant l'accent sur le marché et la responsabilité individuelle, la privatisation du secteur public, une faible participation démocratique, la dérégulation des entreprises, la baisse des impôts sur le revenu et sur les entreprises et des coupes dans les dépenses publiques. Il fixe

comme priorités le profit, l'accumulation et « l'efficacité », se basant sur l'idée erronée que les bénéfices créés « ruissellent » vers le bas, pour le bénéfice de tou-tes. Il est basé sur l'inégalité, les élites économiques créant et reproduisant ainsi les systèmes de domination comme le patriarcat, le racisme, les inégalités de classe, le néocolonialisme et l'hétéronormativité. Il vise à marchandiser et monétiser le plus de secteurs possible, y compris la nature, les liens sociaux et ceux liant les populations à leurs territoires, ainsi que le travail et le corps des femmes.

La croissance économique est au cœur du système néolibéral et capitaliste: elle vise à constamment accroître et intensifier le secteur économique. L'indicateur principal mesurant la « santé » de l'économie de l'UE et des États le révèle : le produit intérieur brut (PIB) – un indicateur court-termiste et réducteur. La croissance économique structure la pensée dans les sociétés industrielles – l'idéologie de la croissance se traduit par la recherche constante de l'amélioration, « la croissance c'est le progrès ».

L'exploitation des ressources, des populations et de la nature: L'obsession des économies européennes pour la croissance – pour plus de profit, plus d'extraction, plus de production, plus de consommation, et donc plus de rejets – entraîne une échelle d'extraction des ressources intenable, détruisant la nature et dépassant les limites planétaires. Les économies européennes ont été construites en grande partie à travers la colonisation du Sud, via l'extraction et l'appropriation des ressources et en accaparant les corps et la force de travail des populations. Cette exploitation injuste perdure à ce jour à travers le néocolonialisme.

Le système économique dominant nuit à la majorité des populations et à la planète, MAIS l'économie est une création humaine et nous pouvons la transformer! Nous devons profondément changer le système économique actuel, défaire les structures qui l'entretiennent et l'accélèrent, et agir collectivement pour repenser l'économie et la remettre au service des populations et de la planète, à partir de deux objectifs :

- **Satisfaire les besoins essentiels:** afin de permettre à tou-tes de vivre décemment et dignement. Il y a peu de besoins humains essentiels, ces besoins sont exhaustifs et nous pouvons les classer – bien que la pensée économique cherche constamment à les assimiler à des désirs infinis et insatiables. Ces besoins peuvent être physiques – l'alimentation, la santé, un abri – ou immatériels – pouvoir subvenir à ses propres besoins, la protection, l'affection, l'empathie, la participation, le repos, la création, l'identité, la liberté;
- **Respecter les limites planétaires:** Nous devons urgemment réduire notre consommation de ressources naturelles et les partager de façon bien plus équitable au niveau mondial. Les plus riches, y compris en Europe, doivent réduire leur consommation le plus.

Nous devons rompre avec l'idéologie visant à grandir et accélérer sans cesse pour remettre en cause la vision selon laquelle la croissance économique et l'accumulation de richesses matérielles ou immatérielles seraient inévitables et souhaitables en soi. Les biens et services essentiels ne devraient plus être considérés comme des marchandises mais comme des droits, accessibles à tou-tes en dehors du marché.

Les économies européennes doivent décroître dans l'ensemble pour réduire le volume et le rythme de l'économie européenne. Dans ce « paquet », les choses ne sont évidemment pas statiques. La décroissance implique de réduire des secteurs économiques destructeurs de l'environnement pour un bénéfice social faible ou inexistant, comme le secteur militaire, l'aérospatial, la fast fashion et les emballages à usage unique. Cependant, nous voulons préserver ou développer les secteurs qui répondent à des besoins essentiels et augmentent le bien-être de tou-tes, comme la rénovation des bâtiments, les énergies renouvelables, les emballages réutilisables, les voies cyclables, les activités participatives comme les productions de théâtre de quartier ou les réseaux agro-écologiques.

Idée 1: Une économie respectant les limites planétaires

Nous imaginons une économie régénérative respectant les limites planétaires, pour mettre fin à la surexploitation des ressources par l'Europe au-delà des limites de la Terre. Nous devons transformer nos modes de production et de consommation et notre lien avec la nature.



Respectant les limites planétaires: L'Europe est responsable d'une grande partie de l'épuisement des ressources naturelles au niveau mondial et de dommages environnementaux et sociaux considérables. Nous devons réduire notre consommation – la production et la consommation de biens et services ne doit pas dépasser les limites des ressources non-renouvelables, et tenir compte de la capacité des ressources « renouvelables » à se régénérer ainsi que la capacité d'absorption des puits naturels.

Un avenir post-extractiviste équitable requiert une transformation complète de l'économie, vers un système sobre, juste et circulaire. Tou·tes doivent pouvoir bénéficier des ressources naturelles. Les réformes superficielles, les innovations technologiques vertes, ou dépendre du découplage ou de la digitalisation ne fonctionneront pas.

Relocaliser: Une production locale accessible à tou·tes doit structurer la nouvelle économie. Les biens et services essentiels doivent être produits et fournis localement autant que possible. Pour cela, il faut reconstruire des industries et des filières agricoles délocalisées afin de recommencer à produire d'une façon complètement différente – vers moins de spécialisation des territoires et plus de diversification.

Limiter les impacts sociaux et environnementaux: Toute transformation des ressources naturelles pour produire des biens et services, ainsi que la gestion des déchets, affectent notre planète, les populations et d'autres espèces. Cependant, l'extraction, la production, la transformation, la conception, la fabrication, le transport, le recyclage, etc., doivent évoluer vers des normes les plus durables possible, minimisant ces impacts. Cela requiert de travailler avec la nature plutôt que contre elle, et des lois fortes et contraignantes s'appliquant à toute la chaîne de valeur pour s'assurer que les responsables (entreprises, gouvernements) rendent des comptes si les lois ne sont pas respectées ou en cas de dommage.

La souveraineté sur les ressources: Les communautés les plus affectées par l'extraction des ressources, connaissant le mieux les écosystèmes locaux, doivent être soutenues par les décideur·ses clés afin de renforcer leur pouvoir.

Idée 2: Une économie réellement démocratique et participative

Une nouvelle économie requiert le respect des limites planétaires et la réduction de notre production et consommation – mais c’est également un projet plus large et plus ambitieux pour replacer l’économie sous un contrôle démocratique et s’assurer que tou·tes puissent prendre part aux décisions de façon juste et équitable.



Repolitiser l’économie, dés-économiser la politique: Nous devons repolitiser l’économie, afin que l’économie devienne un moyen d’accomplir des objectifs définis démocratiquement au lieu de représenter une fin en soi. Réciproquement, nous devons dés-économiser la politique, afin que notre définition d’une « bonne vie pour tou·tes » résulte d’un compromis démocratique entre différentes visions de la communauté, plutôt que d’être réduite à des indicateurs quantitatifs abstraits comme le produit intérieur brut (PIB). Le champ des idées politiques « acceptables » doit se diversifier et dépasser l’idée largement répandue selon laquelle il n’y a pas d’alternative à l’économie basée sur la croissance, le capitalisme, et le néolibéralisme, orientée par le marché. Nous devons écouter des voix en dehors des sphères des élites économiques, des grandes entreprises et des grands médias.

Des institutions démocratiques pour une nouvelle économie: Nous devons développer en profondeur la participation démocratique venant de la base, selon les principes de justice et d’équité afin que tou·tes les citoyen·nes aient une vraie chance de participer aux différents champs de la vie politique – et s’attaquer aux obstacles qui empêchent cette participation, comme le temps, les ressources, le langage, la capacité à prendre la parole en public, à lire etc. Les savoirs traditionnels et les expériences des milieux les plus vulnérables d’une société doivent être mis au centre des solutions et des processus de décision. Nous devons opter pour la démocratie directe et participative, consulter les citoyen·nes de façon plus fréquente, régulière, et concrète, et varier les formes de représentation. Il faut également suivre les principes de relocalisation et de subsidiarité, afin que les décisions soient prises au niveau le plus approprié et décentralisé, qui sera souvent plus bas, par exemple le niveau régional ou communal.

Une démocratie plus profonde et plus forte – mais comment? Une démocratie directe et participative pourrait prendre différentes formes à différents niveaux de décision, du local au mondial. Quelques exemples:

- des conseils de quartier,
- des assemblées de travailleur·ses,
- des assemblées communales et populaires,
- des budgets participatifs,
- des conventions citoyennes,

- des référendums ou lois citoyennes.

Transformer la démocratie représentative: Interdire aux entreprises de financer les partis politiques, réguler le lobbying afin que seul l'intérêt public oriente les politiques et pour empêcher les entreprises d'influencer les institutions démocratiques et les processus décisionnels, ainsi que des mesures pour garantir l'indépendance et le pluralisme des médias.

Les grandes entreprises, et l'industrie fossile en particulier, ont une influence énorme sur les processus décisionnels actuels, à tous les niveaux politiques. Les lobbyistes des entreprises fossiles ont envahi la conférence de la COP26 à Glasgow en 2021 : leur nombre dépassait de loin la plus grande délégation nationale et ils étaient deux fois plus nombreux que le groupe officiel des personnes autochtones. Pour construire un système réellement démocratique, il faut commencer par réduire leur influence illégitime et empêcher les intérêts privés de polluer nos espaces politiques.

Idée 3: Un avenir public

Nous imaginons une économie conçue pour subvenir aux besoins essentiels de tou·tes, grâce à des services et des infrastructures publics ou communs, gérés collectivement sans objectif de croissance et de profit.



Un 'avenir public': Il faut mettre fin aux nouvelles privatisations, quelles que soient leurs formes, et à la marchandisation de la nature. Il faut réduire la taille du secteur privé et reconstruire les services publics. La propriété publique ou commune peut fournir des services équivalents ou meilleurs que les services privatisés en matière de coûts, de qualité et d'accessibilité, sans sacrifier leur mission sociale. Les solutions publiques ou menées par le secteur public peuvent nous guider pour s'attaquer à la crise écologique là où les solutions de marché ou privées échouent.

Les services de base universels (SBU): Les infrastructures et services publics gratuits, dans des secteurs comme l'eau, les déchets, l'éducation, la santé, le logement et le transport sont les moyens les plus efficaces de garantir les besoins essentiels et les droits humains. Ce sont également des outils puissants pour redistribuer les richesses et réduire les inégalités et la pauvreté. Les classes populaires, les personnes marginalisées et les femmes en bénéficieraient en particulier.

Renationalisation et remunicipalisation: Ce mouvement est en plein essor en Europe : des États ou des collectivités locales reprennent le contrôle, l'exploitation, la gestion, et la fourniture de services publics privatisés. Cela permet de reprendre le contrôle de l'économie et des ressources locales, un aspect important de la planification pour une transition écologique juste.

Gestion collective et communs: Au-delà de la propriété étatique, le secteur public inclut les communs – nous devons restaurer et développer des formes de propriété qui ne soient ni publiques ni privées pour gérer des ressources vitales et organiser leur partage. Les « communs » désignent une organisation ou une forme de propriété permettant à des groupes de partager des ressources ou des moyens de production (terres, outils, connaissances) afin de répondre à des besoins essentiels, souvent de façon auto-gérée par la coopération et la démocratie, accessibles à tou·tes les membres. Cette forme de propriété est possible dans quasiment tous les domaines : en Europe, des citoyen·nes et travailleur·ses s'organisent déjà via des coopératives alimentaires biologiques, des jardins de quartier, des coopératives de logement, des garderies collectives, etc.

Les énergies renouvelables citoyennes: Des villes, citoyen·nes, communautés, et coopératives mènent déjà la transition énergétique en Europe, bénéficiant de leur propre production d'énergie. Mettre les

citoyen·nes au centre de projets renouvelables est la meilleure façon de réussir la transition nécessaire et mettre fin aux énergies fossiles¹.

La finance et la démocratie économique – les deux faces d’une même pièce: Les banques privées sont très puissantes – elles contrôlent la création monétaire et déterminent quels projets peuvent être financés et développés à travers les prêts accordés aux individus et aux entreprises. Du fait de leur approche court-termiste, elles ont tendance à accorder des prêts aux projets les plus lucratifs et les moins écologiques. Dans une nouvelle économie, la finance pourrait être gérée comme une ressource publique, indépendante ou commune plutôt qu’une dette liée à des taux d’intérêt. Cela implique des institutions gérées et opérées de façon démocratique, dotées de la capacité de création monétaire et d’allocation de prêts sans taux d’intérêts pour soutenir des projets favorisant l’écologie et le bien des populations. Par ailleurs, les monnaies locales communautaires ont un grand potentiel pour construire des économies locales résilientes.

Ce n’est pas une solution magique: La propriété publique ou collective n’est qu’un aspect de la transformation nécessaire – il ne suffit pas que les biens, ressources et services soient publics, ils doivent aussi être gérés publiquement ou collectivement, avec un haut niveau de contrôle et de participation démocratique, en dehors des logiques de croissance et de profit.

¹ <https://friendsoftheearth.eu/climate-justice-and-energy/community-renewable-energy/>

Idée 4: Repenser le travail

Repenser le travail – la place centrale qu’il occupe dans la société, les définitions, la portée et la valeur de différents types de travail – permet d’imaginer une société libérée et émancipée du travail salarié dans une nouvelle économie.



Le travail comme valeur morale, un impératif social: Pour beaucoup

le travail est source de bien-être, malgré cela, dans nos économies capitalistes basées sur la croissance le travail nuit à des millions de personnes, source d’un grand mal-être individuel et collectif. Le capitalisme, visant toujours plus de profit, est structuré par la sous-utilisation du travail humain (les personnes au chômage), sa mauvaise utilisation (des travailleur-ses mal réparti-es) et sa sur-utilisation (journées longues, emplois intenses). Le capital a bénéficié des gains de productivité (plus de profits, de consommation matérielle) au lieu du travail (temps de loisirs accru).

Une société libérée du travail salarié

Élargir nos définitions et la valeur accordée au ‘travail’: Nous devons élargir nos définitions et la valeur accordée au travail, et promouvoir et partager équitablement différents types de travail (souvent réalisés par des femmes) – le travail reproductif, les soins, le travail domestique, intellectuel, immatériel, etc. En plus des lieux de travail, le travail se réalise dans les foyers, les communautés, les coopératives, les associations et les petites exploitations agricoles. Ces différents types de travail sont essentiels et ne requièrent pas d’accumulation, de marchandisation ou de consommation et de production illimitées.

Réduire et partager le temps de travail: Nous devons repenser la place centrale que prend le travail salarié dans nos sociétés. Réduire le temps de travail (en plus de réformes plus larges et en garantissant des salaires adéquats et suffisants) pourrait maintenir ou augmenter le nombre d’emplois dans une économie qui ne croît pas. Les gains de productivité pourraient dégager du temps pour les loisirs, la démocratie, les soins, les activités domestiques ou communautaires – plutôt que l’accumulation du profit – et réduire notre impact environnemental.

Les Amis de la Terre Irlande font campagne pour la semaine de quatre jours. En lien avec des syndicats, des groupes féministes, des organisations de la société civile, des universitaires et plus encore, ils plaident pour une semaine de quatre jours comme nouveau standard pour l’économie, sans perte de salaire².

Un temps de travail flexible: Des conditions plus flexibles, où l’employeur et l’employé-e peuvent s’accorder sur la possibilité pour l’employé-e de prévoir et déterminer le lieu et le temps de travail de façon

² <https://fourdayweek.ie/about/>

autonome. Cela peut permettre aux travailleur·ses de mieux équilibrer travail et vie privée. Dans l'idéal, les conditions devraient être négociées avec les partenaires sociaux (les syndicats), être encadrées par des lois et des mécanismes de mise en œuvre et de contrôle.

Découpler croissance économique, emploi et protection sociale: Nous devons développer des méthodes pour réduire la pression constante de la croissance économique – cela pourrait réduire le rôle du marché du travail quant à l'allocation des protections sociales et des revenus. Deux propositions pertinentes sont prometteuses si elles sont conçues et mises en place de façon adéquate :

- **Le revenu de base universel (RBI):** Le transfert d'une somme d'argent à tou·tes, de façon régulière, pendant toute leur vie, sans condition. Les propositions plus régressives envisagent le RBI comme un moyen de démanteler les services publics et les systèmes de protection sociale, dans la droite lignée des économies capitalistes basées sur la croissance. Cependant, il est utile d'étudier les propositions progressives: elles visent l'épanouissement et l'émancipation individuel et social, et pourraient contribuer au renforcement de droits et des protections sociales existantes.
- **Des garanties d'emploi:** Les gouvernements peuvent jouer un rôle « d'employeur de dernier recours » en finançant un revenu fixe et une protection sociale pour toute personne souhaitant et pouvant travailler. Cela pourrait libérer les travailleur·ses de la « course vers le bas » du secteur privé en fournissant des emplois bien payés, utiles, ayant des objectifs durables. A society emancipated in wage work

Une société libérée du travail salarié

Des emplois décents qui respectent les droits fondamentaux des humain·es et les droits des travailleur·ses en matière de conditions de sécurité et de rémunération, fournissant un revenu suffisant permettant aux travailleur·ses de subvenir à leurs propres besoins et ceux de leur famille. Les syndicats jouent un rôle crucial pour garantir des emplois décents pour tou·tes.

Des emplois choisis librement: Dans la mesure du possible, tout le monde devrait pouvoir réaliser des tâches qui leur plaisent, qu'ils souhaitent poursuivre pour s'épanouir plutôt que de simplement travailler pour des revenus.

Valoriser les travailleur·ses essentiel·les: Les salaires des travailleur·ses dont les professions sont utiles socialement, mais souvent sous-estimées ou même méprisées (éboueur·ses, infirmier·ères, personnel de nettoyage) devraient augmenter significativement. Par ailleurs, un changement culturel est nécessaire pour revoir notre perception de ces tâches : ces travaux sont la base essentielle de notre économie et de notre société.

Égalité et droits: Il ne devrait y avoir aucune discrimination sur le lieu de travail.

Des salaires plafonnés: Cela pourrait prendre la forme d'un salaire absolu maximum ou d'un ratio maximum entre les salaires les plus bas et les plus élevés. Un seuil fixe a une visée plus égalitaire qu'un ratio. Certaines coopératives et organisations optent même pour un salaire unique pour tou·tes les employé·es, quelle que soit leur position dans la hiérarchie s'il y en a une.

Idée 5: Le rôle des entreprises

Une nouvelle économie requiert de transformer les entreprises, leur objectif et leur structure. Nous devons réduire la taille et le pouvoir des entreprises, les gérer collectivement, et mesurer leur valeur en dehors des logiques de profit.



Dépasser les multinationales, vers des entreprises plus petites: Les multinationales sont responsables de dommages importants au niveau social et environnemental, elles exercent une influence démesurée et illégitime sur les processus décisionnels et politiques, dominant les marchés et empêchent d'autres entreprises d'émerger. À terme, leur pouvoir doit être réduit et une majorité d'entre elles devraient être divisées en entreprises plus petites et indépendantes.

Des entreprises à visée sociale: Les emplois devraient viser la production et la fourniture de produits et services qui répondent aux besoins essentiels des populations et de la société sans dépasser les limites planétaires. Cela requiert de mettre fin aux activités polluantes et superflues (l'industrie fossile, une grande partie de l'industrie publicitaire, l'agriculture industrielle, etc.) Il faudrait rompre avec les objectifs de production illimitée et d'accumulation des profits. L'augmentation de la rentabilité et des dividendes des actionnaires est souvent la conséquence d'une réduction du bien-être des travailleur-es et des communautés, ainsi que l'épuisement des ressources et des dommages environnementaux. Les entreprises ne devraient plus chercher à verser des dividendes ou accumuler des profits au-delà des sommes nécessaires pour réinvestir dans l'entreprise, et devraient viser des objectifs sociaux principalement, ainsi que la stabilité financière (y compris des revenus décents pour les propriétaires et les travailleur-ses). Les entreprises sociales sont un exemple.

Des lois fortes régulant les entreprises: La production et la consommation devraient minimiser les dommages en règle générale, et être strictement encadrées par des politiques et des lois. Cela permettrait de garantir que les entreprises respectent les droits humains et des travailleur-ses et qu'elles prennent en charge tous les coûts sociaux et environnementaux. Les nouvelles lois doivent inclure une responsabilité civile, administrative et pénale, donnant aux victimes un accès aux tribunaux dans le pays de l'entreprise en cas d'atteinte aux droits environnementaux et humains.

Idée 6: Commerce, solidarité et relations internationales

L'Europe doit agir de façon juste au niveau mondial. L'Europe doit mettre fin à ses relations commerciales injustes, réduire le commerce et le relocaliser, et annuler les dettes financières des pays du Sud.



Changer de système en Europe pour construire une véritable solidarité internationale:

Les économies européennes ont été construites en grande partie à travers la colonisation du Sud, via l'extraction et l'appropriation des ressources et en accaparant les corps et la force de travail des populations. Cette exploitation perdure à ce jour à travers le néocolonialisme. Réduire la taille des économies des pays riches, y compris la plupart des économies européennes, et transformer les règles gouvernant l'économie, le commerce et la finance, est crucial pour garantir plus de justice dans les relations internationales.

Un commerce juste, durable et démocratique: Les accords de commerce et d'investissement de l'UE doivent contribuer à un programme économique basé sur la justice, l'écologie et la démocratie. Réussir un programme économique progressiste nécessite de rompre avec les bases de la politique commerciale actuelle. Le commerce et l'investissement ne devraient pas servir des intérêts économiques principalement, ils devraient être un moyen de servir l'intérêt public. Les accords de commerce internationaux ne devraient pas se focaliser sur l'augmentation et la libéralisation du commerce et des investissements en réduisant les coûts de transaction pour les multinationales – ils devraient permettre au commerce et aux investissements de contribuer à un environnement sain, des emplois décents, une économie durable et juste, et la sécurité alimentaire et énergétique en Europe et au-delà.

Un commerce à échelle humaine – une économie locale pour répondre aux besoins essentiels de tou·tes:

Les plus grandes économies européennes ont mis en place des règles commerciales injustes pour définir leurs relations avec le Sud et les pays européens les plus pauvres – les multinationales du Nord ayant une grande influence pour canaliser les ressources. Nous devons inverser la logique immorale des systèmes économiques et commerciaux qui empêchent le mouvement des populations, des idées et des connaissances tout en favorisant le mouvement illimité des biens et de la finance. La relocalisation permettrait de réorganiser les activités économiques et commerciales de façon cohérente et réfléchie afin que chaque activité économique soit réalisée au niveau le plus approprié. Il faut considérablement réduire les flux commerciaux mondiaux. Il ne s'agit pas de mettre fin au commerce : le volume du commerce international doit baisser mais un commerce résilient doit se développer aux niveaux national, régional et local, en fonction des besoins des communautés, des limites planétaires et de la justice sociale. Les territoires doivent se dé-spécialiser et diversifier leurs économies afin de ne pas dépendre d'un nombre limité de biens ou services à exporter.

Annuler la dette et des prêts sans conditions à taux zéro: La dette financière est un outil de plus de domination économique. Les crédits sous conditions servent par exemple à imposer des ajustements économiques à des pays endettés, contraints de mettre en œuvre des politiques de dérégulation, d'austérité et de privatisation en échange de prêts, piégeant les pays les plus pauvres dans des cercles vicieux de pauvreté et d'inégalités. Les dettes du Sud ne devraient pas être remboursées. De nouvelles institutions nationales alternatives devraient être mises en place pour fournir des prêts sans intérêts, dans des monnaies locales (et non des monnaies fortes inadéquates) avec comme seules conditions le respect du bien-être social et des limites planétaires. À long-terme, tous les pays devraient avoir des budgets solides, auto-suffisants, sans avoir besoin de financements ou renflouements extérieurs.

Idée 7: Les valeurs portées par la nouvelle économie et la société

Nous imaginons une économie régénérative et florissante qui incarne et met en œuvre les valeurs essentielles de sobriété, de soin et d'empathie, d'égalité et d'inclusivité, et d'autonomie.

Ces valeurs sont fondamentales pour l'économie que nous voulons, permettant aux populations de s'épanouir dans le respect des limites planétaires. Chaque valeur est interdépendante – nous devons les adopter ensemble.



- **Sobriété** – Satisfaire les besoins humains actuels et futurs afin qu'aujourd'hui et demain chacun-e aie assez et personne n'accumule d'excès, pour garantir l'équité et le respect des limites planétaires.
- **Le soin et l'empathie** – La nature humaine n'est pas caractérisée par la domination et la violence, et les humain-es ressentent de l'empathie pour les problèmes, craintes et inquiétudes des autres humain-es, des autres espèces et de la planète. Et pourtant ces valeurs sont réprimées dans les sociétés riches, y compris dans la plupart des pays d'Europe où le système économique dominant et la culture encouragent l'individualisme. Le progrès social collectif dépend du développement du soin et de l'empathie entre personnes et entre générations, envers d'autres espèces et la Terre.
- **Égalité et inclusivité** – La diversité doit devenir la norme. Nous sommes tou-tes humain-es et méritons un traitement égal, les mêmes droits et opportunités sans condition de genre, d'origine, de religion ou autre. Nous devons rendre visible toute disparité de pouvoir occultée et exprimer sincèrement les besoins et expériences spécifiques de certains groupes.
- **Autonomie** – Quand une personne ou la société peut prendre des décisions de manière critique et délibérée sans influences extérieures (à ne pas confondre avec l'individualisme). La liberté est la pratique de l'autonomie. La croissance et le capitalisme s'opposent constamment à l'autonomie des personnes et du collectif en sapant leurs moyens de subsistance et le débat démocratique et en posant des « lois économiques naturelles » qu'il n'est pas possible de débattre. Les sociétés seront autonomes quand leurs règles seront fixées par des délibérations démocratiques entre personnes autonomes.

Friends of the Earth Europe Member Groups

Austria — GLOBAL 2000	Ireland — Friends of the Earth
Belgium (Wallonia & Brussels) — Les Amis de la Terre	Latvia — Latvijas Zemes Draugi
Belgium (Flanders & Brussels) — Climaxi	Lithuania — Lietuvos Zaliuju Judėjimas
Bosnia & Herzegovina — Centar za životnu sredinu	Luxembourg — Mouvement Ecologique
Bulgaria — Za Zemiata	Macedonia — Dvizhenje na Ekologistite na Makedonija
Croatia — Zelena Akcija	Malta — Friends of the Earth Malta
Cyprus — Friends of the Earth	The Netherlands — Milieudefensie
Czech Republic — Hnutí Duha	Norway Norges — Naturvernforbund
Denmark — NOAH	Poland — Polski Klub Ekologiczny
England, Wales & Northern Ireland — Friends of the Earth	Russia — Russian Social Ecological Union
Estonia — Eesti Roheline Liikumine	Scotland — Friends of the Earth Scotland
Finland — Maan Ystävät Ry	Slovakia — Priatel'ia Zeme
France — Les Amis de la Terre	Slovenia — Focus Association for Sustainable Development
Georgia — Sakhartvelos Mtsvaneta Modzraoba	Spain — Amigos de la Tierra
Germany — Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland (BUND)	Sweden — Jordens Vänner
Hungary — Magyar Természetvédők Szövetsége	Switzerland — Pro Natura



Friends of the Earth Europe

Friends of the Earth Europe campaigns for the protection of the environment, unites more than 30 national organisations with thousands of local groups and is part of the world's largest grassroots environmental network, Friends of the Earth International.

For more information on Friends of the Earth Europe's new economy work contact Meadhbh Bolger: meadhbh.bolger@foeeurope.org



Friends of the Earth Europe gratefully acknowledges financial assistance from the European Commission (LIFE Programme) and The Charles Léopold Mayer Foundation for the Progress of Humankind (FPH). Detailed information about Friends of the Earth Europe's funding can be found at: <http://www.friendsoftheearth.eu/our-funding>

The contents of this document are the sole responsibility of Friends of the Earth Europe and cannot be regarded as reflecting the position of the funders mentioned above. The funders cannot be held responsible for any use which may be made of the information this document contains.

Images credits: Ale Listens and Draws.



Rue d'Edimbourg 26 | 1050 Brussels | Belgium

EU Transparency Register no. 9825553393-31

Tel. +32 2 893 10 00 | info@foeeurope.org

www.friendsoftheearth.eu